laTrompette

Dagmar Kielhorn/AFP/Getty Images

La nouvelle arme mortelle de la Russie

Plus puissant qu'une bombe nucléaire, elle a déjà permis à Moscou de revenir au statut de superpuissance. L'Europe en est profondément troublée.

- Robert Morley
- 22/08/2007

Le puissant ours russe est DE retour. Il se peut que la Russie devienne encore plus puissante qu'à aucun moment de son histoire, y compris lorsqu'elle était à son sommet, durant la Guerre froide.

L'Occident commence seulement à prendre conscience de cette nouvelle réalité.

Cette résurgence est basée sur une chose: l'énergie massive de la Russie et ses réserves en ressources naturelles. Les prix du pétrole, du gaz naturel, de l'uranium, du platine, de l'or, de l'argent, du cuivre, du zinc et du nickel sont restés élevés pendant quasiment tout 2006. Par conséquent, les coffres d'état de la Russie, riche en ressource, débordent, ramenant la vie dans l'économie nationale. Sept ans de forte croissance économique, basée sur l'augmentation du prix des matières premières, ont donné à la Russie un budget bien garni jamais vu avant la chute du Mur de Berlin—et la confiance qui va avec.

De plus, l'actuel essor de la demande en ressources en Chine et en Inde aussi bien que l'accroissement de l'instabilité géopolitique dans beaucoup de nations productrices comme l'Iran et le Nigeria suggèrent que les prix élevés de l' énergie et des matières premières brutes sont là pour un avenir prévisible. Cela signifie que la force de la reprise russe peut devenir bien plus grande que beaucoup l'ont prévu.

Cependant si l'augmentation de la demande mondiale en énergie et en ressources est l'enclume de la reprise géopolitique de la Russie, le marteau, c'est la politique du Kremlin consistant à nationaliser et à utiliser le contrôle d'État sur l'industrie stratégique et sur les ressources naturelles, à des fins politiques.

Consolidation du contrôle de l'énergie

Durant les années 1990—quand les prix de nombre de produits étaient comparativement bas, y compris ceux du pétrole et du gaz—la Russie a eu besoin de recourir à des sociétés étrangères pour exploiter ses gisements. Maintenant que ces prix sont élevés, la dépendance de la Russie à l'égard de l'investissement occidental est plus légère.

Le Président russe Vladimir Poutine est décidé à faire des compagnies russes des partenaires majoritaires sur tout projet ayant lieu sur le territoire russe. Par conséquent, la Russie confisque (ou ce qui équivaut à confisquer) des milliards de dollars d'infrastructures construites par des étrangers, et les place sous contrôle de sociétés publiques.

En septembre, le gouvernement russe a révoqué le permis environnemental pour le développement de l'énergie de l'énorme Sakhaline 2 de la Royal Dutch Shell, et a menacé le consortium de taxes environnementales jusqu'à 30 milliards de dollars. Shell a été contrainte de vendre une participation majoritaire de 50 pour cent plus une part d'intérêt dans le projet de 22 milliards de dollars, au géant de l'énergie publique de la Russie, Gazprom, pour 7,45 milliards de dollars. Littéralement, dans les minutes qui ont suivi la cession, V. Poutine a révélé que les problèmes environnementaux n'étaient

plus un souci, et qu'à présent le gouvernement soutenait entièrement le projet.

En utilisant la même tactique, il semble que Gazprom soit aussi établi pour prendre le contrôle du champ de gaz de Kovykta, de la British Petroleum, qui est le plus grand en Sibérie. La société française d'énergie, Total, fait face à un mystérieux «rappel de taxes» sur des factures. Le projet Sakhaline-1 d'Exxon Mobil est, d'après ce qu'on dit, la prochaine cible du Kremlin.

En novembre 2006 dernier, deux géants de l'énergie, propriété d'État de la Russie, Rosneft et Gazprom, ont signé une alliance qui a davantage signalé le désir de la Russie de forcer des sociétés étrangères d'énergie de sortir du pays. Rosneft est le deuxième producteur pétrolier en taille en Russie, et Gazprom a un monopole reconnu sur la production de gaz naturel.

Organiser toutes les ressources à l'intérieur des frontières russes, sous contrôle de sociétés publiques, rend plus facile pour Moscou le fait d'exercer son arme la plus puissante. Sans coïncidence, les ressources les plus recherchées sur terre sont celles sur lesquelles la Russie exerce une ferme emprise. Comme V. Poutine a renforcé le contrôle de l'État sur les ressources stratégiques, il a pu l'exercer avec la cruauté du marteau de guerre, mettant les adversaires dans la soumission.

En janvier de l'année dernière, Gazprom a coupé la fourniture en gaz de l'Ukraine—et par conséquent à une bonne partie du reste de l'Europe—après que le gouvernement pro-occidental de l'Ukraine, nouvellement élu, a changé d'avis sur le fait de payer le prix du gaz qui était beaucoup plus élevé que celui payé par le gouvernement pro-russe précédent. Étant au milieu de l'hiver, l'Ukraine avait peu de choix, sauf celui d'accepter des prix plus élevés.

La Géorgie a, également, subi la punition russe en matière d'énergie. L'année dernière, les relations entre la Russie et la Géorgie se sont détériorées après que la Géorgie a accusé d'espionnage quatre officiers militaires russes. Le Kremlin a répondu par des sanctions économiques et de transport. En décembre, après que Gazprom a menacé de complètement couper les approvisionnements du gaz, la Géorgie a consenti à payer 235 dollars US par 1 000 mètres cubes, elle payait 110 dollars auparavant. Ce sont des mesures cruelles au milieu des hivers notoirement durs de cette région.

La Biélorussie aussi a récemment succombé à une semblable tactique brutale de Gazprom. Le 1er janvier, la Russie a forcé la Biélorussie à accepter des hausses de prix qui ont plus que doublé les coûts en vigueur dans ce pays. Faisant partie du marché, Gazprom a exigé que la Biélorussie lui vende 50 pour cent des parts dans le réseau de pipeline biélorusse, qui fournit le gaz à la Pologne et à l'Allemagne.

L'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Moldavie et l'Arménie sont d'autres victimes connues de la coercition russe, en matière d'énergie.

Toute cette activité a révélé la faiblesse en énergie d'une autre puissance mondiale majeure, une qui doit répondre stratégiquement à la frappe croissante de la Russie.

Cette puissance, c'est l'Europe!

L'énergie comme arme

La manière dont la Russie traite ses voisins orientaux donne l'occasion à l'Union européenne de regarder vers d'autres marchés pour ses approvisionnements en énergie.

La vulnérabilité en matière d'énergie était un problème majeur pour la Chancelière allemande, Angela Merkel, pendant les six mois que l'Allemagne était présidente de l'UE. «L'Europe doit réduire sa dépendance pour garantir ses approvisionnements en énergie à long terme», a écrit A. Merkel dans un article pour le quotidien *Handelsblatt.* «De plus, elle doit parler d'une seule voix quant aux relations étrangères en matière d'énergie. Cela est valable, également, pour les relations avec la Russie, notre important partenaire en matière d'énergie.»

L'Allemagne, l'Italie et la France importent déjà respectivement 90, 91 et 95 pour cent de leurs besoins pétroliers quotidiens, aussi bien que l'énorme majorité de leurs besoins en gaz naturel. Ces nations caractérisent la dépendance étrangère, en matière d'énergie, qui tracasse presque toutes les nations de l'UE. L'UE importe maintenant 56 pour cent de son énergie—pour une bonne part, de la Russie. En 1995, ce chiffre était seulement de 44 pour cent. Si ces tendances se poursuivent, alors aux alentours de 2020, l'UE devra importer les deux tiers de sa demande en énergie, selon la Commission européenne.

Le fait que l'Asie devient un marché plus attractif pour l'énergie russe en rajoute au problème de l'Europe.

La Chine et l'Inde sont de plus en plus assoiffées, et rivalisent pour des approvisionnements en énergie disponibles. De toutes les nations, la Russie est particulièrement bien placée pour satisfaire la demande asiatique en énergie. La Russie a le pétrole, le gaz, l'uranium et d'autres provisions en ressources naturelles nécessaires pour garder en plein essor les économies rapidement croissantes de la Chine et de l'Inde. Sa puissance grandissante, en matière d'énergie, tire fermement la Chine et l'Inde dans sa sphère d'influence.

Le renforcement des liens de la Russie avec ces partenaires commerciaux asiatiques pourrait davantage compromettre sa fiabilité comme fournisseur d'énergie pour l'Europe. Étant donné la dépendance présente de l'Europe vis-à-vis de la Russie pour ses approvisionnements en énergie, c'est une menace inquiétante et très réelle. Lors d'une conférence, à l'ONU, en novembre dernier, par exemple, Gazprom a averti que les problèmes avec l'UE forçaient la société à «regarder de plus en

plus vers les marchés rivaux en Asie» (EUbusiness.com, du 28 novembre 2006). La Russie développe actuellement des moyens de transmission d'énergie à grande échelle vers l'est, ce qui lui permettra d'envoyer beaucoup plus de ses réserves vitales pétrolières et de gaz en Asie—un événement qui augmentera exponentiellement sa force de levier sur l'Europe.

En attendant, la Russie soutient activement l'Iran (un autre producteur pétrolier important) en lui procurant la capacité de produire la puissance nucléaire, et en sapant les sanctions de l'ONU. Le Kremlin a aussi rompu les rangs avec l'Occident, et a été en pourparlers avec le groupe terroriste du Hamas. La Russie soutient de plus les gouvernements anti-occidentaux en Ouzbékistan et au Kazakhstan, deux autres pays producteurs d'énergie stratégique.

De plus, une fuite sur une étude confidentielle par des experts économiques de l'OTAN «a averti qu'il se peut que la Russie cherche à construire un cartel du gaz incluant l'Algérie, le Qatar, la Libye, les pays de l'Asie Centrale et peut-être l'Iran, et a cautionné cette sorte de quasi-monopole comme l'opep, qui renforcerait l'effet de levier de Moscou sur l'Europe» (l'Associated Press, du 27 novembre 2006).

Cette tension croissante entre la Russie et l'Europe vaut la peine d'être observée de près dans le temps à venir. Cela présage des initiatives de politique étrangère significatives entre l'UE, la Russie et l'opep alors que l'Europe agit pour consolider ses sources d'énergie si nécessaires.

Plus puissante que l'Union soviétique

L'intellectuel américain, Marshal Goldman, fait une remarque forte. Il dit que «la Russie est plus puissante maintenant qu'elle ne l'a jamais été durant l'ère tsariste ou l'ère soviétique. Dans l'ère soviétique il y avait une destruction mutuelle assurée. Ils avaient des armes nucléaires. Nous avions des armes nucléaires. Nous ne les avons pas utilisées, parce que nous étions inquiets de ce qu'ils feraient et vice versa. Là, vous n'avez pas cette sorte de retenue» (MosNews.com, du 8 décembre 2006).

Comme l'expert en énergie et auteur, Micheal Klare, le dit: «Une nouvelle ère, où l'énergie a remplacé les armes nucléaires comme moyen de rivalité entre superpuissances», est déjà arrivée. «Vladimir Poutine le croit… Et il agit pour accumuler autant de puissance d'énergie qu'il le peut» (A.P., déjà citée.).

Il est clair que, région après région, l'influence croissante de l'énergie russe réorganise le monde. Les événements actuels indiquent certainement qu'un conflit mondial vient, dans lequel les approvisionnements en énergie joueront un rôle central. Mais au-delà de la politique et des alliances, des tendances et des statistiques sur la demande et la distribution de ressources naturelles, il y a un bien meilleur indicateur sur l'endroit où mène l'actualité, et sur la manière dont les blocs mondiaux puissants se développent, il s'agit de la parole prophétique tenue pour d'autant plus certaine (2 Pierre 1:19)—le contour des principaux événements qui se dérouleront dans la période précédant juste le Second avènement de Jésus-Christ.

Cette puissante image biblique révèle comment la Russie utilisera son arsenal de l'énergie pour se lier à l'Asie, et finalement punir l'Europe. Les mouvements que nous voyons s'opérer suggèrent, aujourd'hui, la grande imminence de ces événements à venir. ▪